



Journal des anthropologues
Association française des anthropologues

128-129 | 2012
Dites-le avec des fleurs

La démocratisation de l'intérieur : l'exemple d'une ONG en Roumanie

Democratisation from the Inside: The Example of a Romanian NGO

Antoine Heemeryck



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/5912>

DOI : 10.4000/jda.5912

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 14 octobre 2012

Pagination : 223-237

ISBN : 979-10-90923-03-4

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Antoine Heemeryck, « La démocratisation de l'intérieur : l'exemple d'une ONG en Roumanie », *Journal des anthropologues* [En ligne], 128-129 | 2012, mis en ligne le 14 octobre 2014, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/5912> ; DOI : 10.4000/jda.5912

LA DÉMOCRATISATION DE L'INTÉRIEUR : L'EXEMPLE D'UNE ONG EN ROUMANIE

Antoine HEEMERYCK*

Depuis la chute du communisme, l'idée de démocratie représente une norme impérieuse, symbolisant le stade final de l'histoire. L'exportation de la démocratie et sa constitution en instrument de domination, dont la coagulation comme corps doctrinaire date des années 1980 aux USA (Guilhot, 2005), présupposent un ensemble de changements globaux. Outre la chute du communisme, on repère une expansion de logiques politiques et économiques à vocation universelle (Hours & Selim, 2010), retraduites sous forme de standards tels que la démocratie, la conversion à l'économie de marché et le respect des droits de l'homme. L'imposition de ces normes prend place dans un effacement de la doctrine de la souveraineté (Badie, 2005) et un retrait des États – notable depuis une vingtaine d'années – des sphères politiques, sociales et économiques, corollairement à la montée en puissance des institutions et organisations intermédiaires.

Cette grille de lecture est le cadre de définition et d'imposition des politiques de « développement » dans lequel s'expriment les rapports de force internationaux. Dans cette optique, la Roumanie est un cas particulier. Autrefois porteuse d'un modèle de souveraineté exacerbée qui l'avait sortie symboliquement de son statut de

* UMR 201 Développement et Sociétés (IRD-Paris 1)
Université Spiru Haret, Str. Ion Ghica, Nr. 13, Sector 3,
030045 Bucarest (Roumanie)
Courriel : Antoine.heemeryck@gmail.com

pays secondaire et lieu d'un communisme des plus oppressifs, la société roumaine occupe aujourd'hui une position de marge de l'Occident. Alors que, sur un plan national, la crise générale est le cadre d'appréciation du présent¹, sur un plan international, la Roumanie apparaît aux yeux des organisations multilatérales comme le « mauvais élève » actuel des pays d'Europe de l'Est, coupable du péché d'appartenance à la dictature. De ce fait, cette société est une terre d'incitation forte à la création d'Organisations non gouvernementales (ONG), considérées aujourd'hui comme les gardiennes de la bonne gouvernance, c'est-à-dire d'une normativité sociale, morale, politique et économique. L'expansion planétaire des ONG est une des caractéristiques de la globalisation, et leur position officielle de catalyseur de la démocratie est clairement enracinée dans les conceptions dominantes de la démocratie et de son développement aujourd'hui. Entre le rôle de représentant légitime de la société civile permettant la restriction des velléités de domination de l'État et une formule miracle assurant la démocratisation des régimes autoritaires, les ONG sont aujourd'hui à la fois au centre de nombreuses attentes et en position d'intermédiation entre différentes échelles sociales et politiques.

Cette conception de la démocratisation par l'importation et la création d'ONG mérite d'être interrogée à l'aune d'un cas concret. L'objectif de cet article est d'avancer quelques éléments permettant de comprendre les implications de l'incorporation de normes dites démocratiques à partir de l'exemple d'une des plus grandes ONG de démocratisation de Roumanie² (ADR). Il s'agit donc d'apprécier la dynamique de transformation sociale et politique agissant sous l'impulsion des politiques de démocratisation. Le sujet est vaste et doit par conséquent être délimité : nous nous concentrerons sur trois types d'acteurs évoluant dans cette ONG – le président de l'organisation, les *managers* (salariés) et les volontaires

¹ Comme l'indique la stabilité granitique des sondages sur ce point. Cf. FSDS (2005).

² Ce nom est fictif.

(bénévoles) – afin de mettre en lumière, sur un plan interne, comment se greffe la politique de démocratisation³.

Une ONG de démocratisation : objectifs et dépendances

L'ADR œuvre dans le domaine de la démocratisation. Son centre national est à Bucarest. Elle possède un vaste réseau d'antennes au niveau national (30 associations-clubs). Elle est une des premières ONG à prendre forme en 1990 sous l'impulsion des instituts de partis politiques américains. Le nombre de membres est variable, pouvant atteindre 700 personnes, et son budget annuel dépasse les 600 000 dollars pour les seuls projets nationaux, les « clubs » locaux ayant des projets autonomes. Les fonds sont à peu près à 100% d'origine étrangère. En Roumanie, comme dans beaucoup d'autres pays, les bailleurs de fonds partenaires sont entre autres : National Endowment for Democracy, USAID, Charles S. Mott Foundation, l'OSCE, le PNUD, l'Union européenne et les fonds PHARE de l'UE pour l'intégration⁴ (devenus « fonds structurels » depuis l'intégration), World Learning et quelques ambassades occidentales. L'objectif principal de l'organisation est de « favoriser la participation citoyenne par la stimulation de la participation civique ». Concrètement, l'organisation pratique – souvent avec le concours d'autres ONG, de syndicats, de mass médias ou même de politiciens – repose sur la surveillance des processus électoraux, de l'usage de l'argent par les partis politiques lors de ces processus, de l'application de la transparence des décisions par les institutions publiques (Heemeryck, 2006) ; elle

³ Cet article s'appuie sur une recherche de terrain de 18 mois. Cf. Heemeryck (2010).

⁴ PHARE : acronyme de Poland and Hungary Assistance for the Restructuring of the Economy. Il désignait à l'origine les fonds alloués à la transition à l'économie de marché des deux pays mentionnés. Puis il a été élargi à l'ensemble des pays de l'Est pendant la période de « pré-adhésion », jusqu'à la Roumanie et la Bulgarie. Les fonds structurels sont liés à « la politique de cohésion » de l'UE. Ils sont de deux types : le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE).

assure la promotion d'une réforme de la loi dans plusieurs domaines et notamment dans le secteur électoral, ainsi que la mise en place d'une « démocratie locale ». Enfin, elle entend « nettoyer » les institutions publiques des anciens membres de la Securitate et du parti communiste ainsi que des agents politiques « corrompus ». Parallèlement, elle s'attache à informer les « citoyens » par la diffusion d'informations relatives aux personnages politiques, aux lois et programmes des partis.

Nous sommes proches ici d'une conception institutionnaliste de la démocratie et constitutionnaliste de la « transition » à la démocratie, c'est-à-dire la conception dominante de la démocratie aujourd'hui. L'énoncé du théorème est le suivant : c'est par les institutions que la démocratie doit advenir. Est donc occulté le fait que la transformation des institutions est un élément de la démocratisation et non son point de départ. Cette conception du développement de la démocratie s'inscrit dans le sillage de la philosophie typique des bailleurs de fonds et montre que l'organisation est marquée par une forme de dépendance prononcée et intériorisée.

L'ADR a été très active dans la formation des membres d'ONG à la surveillance des processus électoraux dans les pays d'Europe du Sud-Est comme dans toute l'Asie postsoviétique. Elle dirige notamment le ENEMO (European Network of Elections Monitoring Organizations), un des réseaux à la base de toutes les « révolutions » qui ont eu lieu dans ces zones géostratégiques ces dernières années⁵.

Ce tableau brossé à grands traits, nous pouvons nous tourner vers les trois grandes catégories d'acteurs dans cette ONG en débutant par son président.

Une figure de l'autorité démocratique

La composition des présidences et directions d'ONG (tout comme celle des membres d'honneur) montre, comme c'est très

⁵ Révolution des roses en 2004 en Géorgie, Révolution orange en Ukraine en 2005, Révolution des tulipes en 2009 au Kirghizstan.

souvent le cas ailleurs, une conversion massive des intellectuels et des personnels universitaires. Plusieurs facteurs expliquent cela. D'abord, il s'agit d'une éventuelle façon de s'attirer un revenu supplémentaire ou d'accumuler un capital de prestige. Pour ces acteurs relevant des couches sociales diplômées en pleine décrépitude, il s'agit de trouver une nouvelle voie de promotion et de reconnaissance sociale. D'autant plus que les institutions d'enseignement universitaire et de recherche sont gangrénées par le népotisme et le clientélisme. De cette façon, ils ont l'opportunité d'accéder à une position de supériorité relative par l'affirmation d'une vocation éthique. Concernant les facteurs extérieurs aux organisations, cette présence des cadres universitaires est aussi à mettre en relation avec les préférences des bailleurs de fonds. Le National Democratic Institute (Institut du parti démocrate US), co-fondateur de l'ADR, affiche clairement sa volonté de trouver des partenaires appartenant à des groupes « civiques », c'est-à-dire des étudiants, des syndicalistes et des intellectuels. Stratégiquement, le recrutement d'intellectuels est lié au fait qu'ils représentent a priori des autorités morales reconnues.

À un niveau général, on retrouve dans le discours des membres de cette couche sociale une tendance à s'investir dans une opposition aux partis politiques de gauche (parti social-démocrate), en contrepartie d'une bienveillance assumée pour les partis politiques de droite. Cette alliance politique repose le plus souvent sur le partage d'une idéologie anticommuniste radicale. Ce parti pris est devenu criant, en 2007, lors de la publication du rapport sur les crimes du communisme⁶, rapport commandé par le président Traian Basescu. Observer dans les ONG des acteurs contestataires de l'ancien régime communiste n'est guère surprenant : il s'agit d'une solidarisation a posteriori avec le centre d'émergence de ce type de mobilisation politique, l'Occident.

⁶ Dans ce rapport, on parle notamment d'un « génocide roumain » pour appuyer l'idée d'une analogie entre nazisme et communisme. On se trouve donc dans le sillon du *livre noir du communisme* (Courtois, 1997).

En Roumanie, être anticommuniste signifie, sur la scène politique, être de droite et « occidentaliste ». Dans cette configuration, ONG et partis politiques peuvent très bien s'entendre. Leurs activités de propagande prennent parfois la forme d'une division du travail. Cela montre le caractère politiquement orienté de ces corps intermédiaires, au plus loin de l'image de neutralité idéale dont elles se revendiquent souvent. Le monde social des cadres universitaires et des professions intellectuelles, et en particulier celui lié à la société civile, est aussi marqué par la claire volonté de laver la Roumanie de ses péchés communistes. Ces militants mènent une entreprise de moralité (selon le concept de Becker, 1985) afin de fixer dans les institutions publiques l'anticommunisme métaphysique comme norme politique et institutionnelle. L'anticommunisme métaphysique correspond à la mise en exergue du communisme comme (méta)cause à tous les problèmes actuels touchant la Roumanie et comme cadre d'unification fictif entre la population, les résistants et les victimes du communisme. C'est sur cette unification symbolique revendiquée que repose la légitimité des intellectuels et analystes politico-médiatiques qui parlent au nom de la société et à sa place. C'est aussi un point d'ancrage pour rapprocher fictivement des prises de position publiques parfois divergentes, voire contradictoires. La pratique de la manipulation dans une telle situation est structurelle : tout adversaire de ce consensus devient un féroce stalinien ou un autre personnage macabre de l'histoire. Les experts en démocratie qui mènent cette croisade dominent largement les médias de masse, l'édition, les revues scientifiques, les milieux universitaires, les centres d'excellence et les institutions publiques. Il y a donc un environnement tout à fait particulier qui entoure l'ONG, qu'elle tend, dans une certaine mesure, à reproduire. Au-delà de ces considérations générales mais nécessaires, il nous faut interroger l'autorité du président de l'ADR, un analyste politique d'une quarantaine d'années, que nous appellerons Ion.

Le succès et la légitimité de Ion – très apprécié par les membres de l'association – sont liés à trois univers sociaux distincts : sa présence dans les médias en tant qu'analyste politique,

son statut d'universitaire et les considérations positives des institutions occidentales à son égard, concrétisées par des invitations à Washington et à Paris notamment.

Sa présence dans les médias est ressentie comme la consécration des efforts de toute l'organisation. Analyse de sondages, rédaction d'articles ou interventions orales concernant l'actualité médiatique de la politique, mode d'expression et d'écriture, capacité à formaliser dans des cadres particuliers une opinion forment autant d'illustrations des compétences de Ion. Cette image est d'une importance cruciale puisque les ONG sont inscrites dans une logique de professionnalisation et de bureaucratisation. Tout manquement à ce professionnalisme peut s'avérer dangereux, puisqu'il existe une concurrence entre ONG, des attentes de la part de leurs partenaires extérieurs, ainsi qu'une suspicion de la part de leurs ennemis potentiels : des partis politiques enclins à utiliser toute erreur pour discréditer les ONG. L'importance de la professionnalisation est aussi celle d'une autonomisation du champ des ONG ; les compétences particulières requises par ce type d'activité permettent de revendiquer une légitimité que d'autres formes d'organisation ne sauraient faire valoir. L'enjeu est donc de taille. Remplir les attentes extérieures est aussi une question de crédibilité pour les membres de l'organisation. En d'autres termes, le professionnalisme représenté dans les médias par le président de l'ONG est considéré comme le reflet du professionnalisme de l'organisation et, par conséquent, celle de ses membres. C'est pourquoi cette identification des acteurs au président revêt un caractère décisif. Ajoutons que Ion fait de nombreux efforts pour respecter une stratégie « d'équidistance » (selon le mot de Gavrilescu, 2006) sur le marché des analystes politiques-médiatiques. Il occupe une position périphérique par rapport aux acteurs dominant ce segment du marché de l'information, ce qui le distingue positivement.

La position de Ion et ses activités dans l'université forment un ensemble d'éléments concourant à la constitution de son autorité. À l'université, en tant que maître de conférence en sciences politiques, parce qu'il sait tendre l'oreille aux étudiants, il se distingue des cadres universitaires qui appartiennent ou soutiennent ouvertement

un parti politique. Ses étudiants forment quasiment la totalité des volontaires de l'ONG. Au sein de l'université, l'opposition entre ONG et partis politiques est également présente. La stratégie de Ion consiste à se tenir à distance des luttes de pouvoir internes au milieu universitaire, ce qui a pour effet de renvoyer dos-à-dos les affidés des différents partis politiques en lui conférant une position de neutralité. Cette stratégie lui a valu d'être élu doyen de la faculté dans un contexte où le népotisme pourrit totalement les universités publiques.

Enfin, et c'est ce qui apparaît aux yeux des membres de l'ONG comme l'aspect le plus important de l'autorité du président, il a été invité par des institutions de développement à plusieurs reprises aux États-Unis et en France. Il assure de ce fait un rapprochement des membres de l'ONG en dépit de la distance qui marque leurs rapports imaginaires et réels aux « étrangers » (Européens et États-Uniens). Une question vient à l'esprit : pourquoi donc accorder une telle importance à ces références externes en regard d'une légitimité interne ? Cet enjeu est lié à l'intériorisation de la position subordonnée de la Roumanie sur la scène internationale. En d'autres termes, Ion représente un lien non infériorisant avec les pays se revendiquant comme démocratiques et les institutions ayant l'exclusivité de l'attribution de ce label. Il participe par ce biais à réintégrer la Roumanie dans l'Occident. Il est en quelque sorte le trait d'union qui permet la disjonction du rapport de soumission à l'Ouest. On perçoit ici l'importance du rapport au contexte englobant et à l'allocation traditionnelle des élites roumaines. Cette première indication montre que la démocratie n'est envisagée que dans l'optique d'une cooptation extérieure, et non pas de façon endogène.

Des managers au statut incertain

Les *managers* sont les salariés de l'ONG. Ils sont payés à hauteur de 250 € par mois pour un travail à temps plein. À Bucarest, un tel salaire est loin d'être un luxe. En règle générale, ils ont plus d'ancienneté dans l'organisation que les volontaires. Ils

sont en charge de la mise en place de tous les programmes de l'ONG que ce soit pour la gestion des relations avec le parlement et les médias, pour la coordination des programmes nationaux, sans oublier la constitution de dossiers en plusieurs langues afin de montrer les résultats de leur travail aux bailleurs de fonds et de justifier les dépenses d'argent.

Les *managers* vivent un sentiment d'échec, d'incompréhension de la part de la population. Ce qui, au-delà d'une crispation et d'un dépit apparents, a pour conséquence directe une dépréciation de leur propre travail. Lorsqu'ils sont interrogés sur le manque d'impact des programmes de l'ONG et de leur travail, ils mettent en cause – outre les partis politiques, leur ennemi institutionnel – la population elle-même, alors que l'organisation est censée la représenter. On est là face à un paradoxe surprenant. Pour eux, les Roumains seraient atteints d'une pathologie : la « mentalité communiste ». Elle les empêcherait de prendre conscience de l'importance des projets de l'organisation et de la société civile. Dans les ONG, on dénigre par exemple « l'incapacité des citoyens à prendre des décisions » selon une formule officielle. Ce dénigrement correspond à un mode de justification pour les membres de l'ONG tout en enlevant au citoyen virtuel sa qualité de sujet politique. De cette manière, la trace indélébile du communisme est transposée vers la population. À l'inverse, les membres de l'ONG se rapprochent des lumières démocratiques, c'est-à-dire de l'Occident. Ce scénario, basé sur une série de naturalisations politiques, est largement tributaire de l'imaginaire de la guerre froide.

Le déficit de reconnaissance des *managers* est aussi le fait d'une insertion sociale plus personnelle, hors de l'ONG. Ces acteurs ne sont pas ou peu reconnus, selon leurs propos, au sein de leur famille ou de leurs cercles d'amis. De manière récurrente, on leur reproche de « perdre leur temps », selon la formule : « Tu ferais mieux de gagner de l'argent. » Le manque de reconnaissance n'est pas seulement celui des ONG par rapport à la population, mais aussi celui de ses membres par rapport à des réseaux de socialisation plus personnels. Une large part des personnes qu'ils côtoient dans leur vie ne comprend pas ce que peut signifier cet investissement. Cela

n'est pas étranger à une appréciation générale largement négative de ce qu'est la politique en Roumanie. Toutefois, cet investissement perd son caractère « inutile » lorsqu'il est considéré comme un emploi, ou encore comme un lieu où l'on fréquente ses amis. Derrière les reproches sur leur investissement dans l'ONG, ce qui importe c'est la subsistance. Autrement dit, la capacité à se mettre à l'abri dans un contexte de crise structurelle où les chances de promotion sociale sont restreintes et l'éventualité d'être victime d'un déclasserement social omniprésente. C'est pourquoi, aux yeux des proches de ces *managers*, la « démocratisation » est reléguée à un arrière-plan. En somme, ces acteurs ne tirent que très peu de gratification de leur travail. En conséquence, une certaine frustration s'observe de leur part. Cette fragilité du statut de *manager* engendre une stratégie d'exclusion des volontaires des délibérations et de l'accès à l'information dans l'ADR. Ce faisant, ils tentent de délimiter le plus nettement possible leur rang dans l'organisation. Il est à cet égard frappant que personne ne sache correctement comment attribuer un droit de vote interne à un volontaire, bien que ces dispositions soient très clairement explicitées dans les statuts de l'ONG.

Il apparaît que l'acceptation de la supériorité des normes de la démocratisation prend la forme d'un consentement instrumentalisé. En effet, le stigmate qu'impose cet idiome à toute la société est transposé vers la seule population. Celle-ci perd son statut d'acteur politique, elle est assignée au communisme qui est considéré comme une tare. Par ce biais, les *managers* s'affranchissent d'une autochtonie souillée par le communisme. Ils s'attribuent une position de supériorité grâce à une proximité imaginaire des étrangers occidentaux et des intellectuels dominant la scène publique en Roumanie. De cette construction, ils tirent *in fine* une revalorisation de leur travail.

Une tendance doit être soulignée. On remarque chez certains membres une lassitude vis-à-vis du comportement des bailleurs de fonds. Si on peut observer que l'allégeance au pouvoir étranger (par ses normes dominantes et son pouvoir de les édicter) ressort de manière constante de l'étude des relations sociales dans cette

organisation, de manière moins fréquente, l'intériorisation de la soumission fait l'objet d'un rejet radical. On observe alors une transgression de la domination. La répétition d'un comportement déplacé ou maladroit peut être à l'origine de très rudes commentaires. Pour bien comprendre ce qui se produit, il faut remarquer que les normes promues ne sont pas remises en cause par ces acteurs, ce sont les personnages qui abusent de leur supériorité qui sont dénigrés. L'autorité n'est pas refusée pour elle-même, mais parce qu'elle remet en cause l'appropriation du projet démocratique et sa revendication. Dans ce cas précis, les normes sont isolées de leurs « représentants ».

Notre tableau resterait incomplet sans une analyse des logiques d'investissement des volontaires qui sont la cheville ouvrière de l'organisation.

Des volontaires à l'intersection de logiques plurielles

Notons préalablement que l'adoption du terme de « volontariat » – voué à remplacer celui de militantisme et de bénévolat – par les institutions internationales⁷ est un glissement sémantique qui révèle un changement politique plus ample. Une notable différence existe en effet entre « vouloir le bien » (le bénévolat) et le devoir « de vouloir ». La présence du terme « volontaire » signale une modification normative : il ne s'agit plus seulement d'une manifestation de bonnes intentions au nom d'une solidarité idéalisée et partiellement virtuelle, ni même d'un militantisme visant un quelconque progrès social, sans oublier l'émancipation des peuples, mais d'une réponse à l'astreinte coercitive à être individuellement et moralement responsable, participatif, entreprenant, motivé, professionnel⁸ et performant, soit

⁷ L'année 2001 a été déclarée année du volontariat par l'Organisation des Nations-Unies.

⁸ Ce champ lexical et sémantique est présent autant dans les programmes et brochures de l'ONG que dans celui des institutions internationales. Voir aussi, sur cette transformation en France les travaux d'Ehrenberg (1991, 2000).

à une transformation des normes de coercition d'un niveau collectif à un niveau individuel.

Dans l'ONG, les volontaires sont tous étudiants. Le turn-over est assez impressionnant. Tous évidemment espèrent « changer les choses », « faire bouger les choses » ou « faire quelque chose ». En réalité, en dépit de ces attentes et de diverses sources de motivation, leur participation s'inscrit dans une logique d'accumulation d'un capital d'expériences destiné à faciliter leur entrée sur le marché de l'emploi. Ils tentent, par exemple, d'entrer dans un parti politique, car la réputation de neutralité et de professionnalisme des ONG leur donne un avantage – les partis politiques recrutant dans les ONG. Ils essaient souvent de trouver un emploi salarié dans une autre ONG. Des stages sont aussi pratiqués dans les cursus universitaires en sciences sociales et politiques, en droit, en journalisme et communication. L'ONG, qui offre des stages, est souvent un choix prioritaire des étudiants. Mais, on retrouve ici la question, pour des étudiants non rémunérés, de l'insertion dans la sphère du travail. On ne peut en effet s'investir dans un travail que si l'on possède déjà du temps et de l'argent, ce qui en tout état de cause n'est pas le cas de ces volontaires. La concurrence sur le marché de l'emploi et le chômage qui sévissent ne laissent que peu d'alternatives. Ils n'ont pas la possibilité de prolonger leur expérience dans l'organisation à moins de risquer d'obtenir un emploi au rabais ou pire de rester au chômage.

Concrètement, les volontaires ont peu de possibilités pour s'investir plus avant dans l'ONG. Il existe en effet une pratique de rétention de l'information de la part de la direction et des *managers* qui entraîne des réactions de contestation chez les volontaires les plus engagés. Progressivement, l'insatisfaction devient un motif d'accusation. Ces accusations reprennent exactement les mots d'ordres de l'ONG. Pour reprendre des plaintes récurrentes, selon les volontaires, les *managers* seraient corrompus, ils ne respecteraient pas les procédures internes d'attribution d'un emploi saisonnier. Les procédures de vote font l'objet d'un *lobbying* de leur part pour que le président soit réélu. Les sommes d'argent dépensées seraient « odieuses ». Mais, dans ces accusations, le président de

l'organisation est toujours mis à l'écart, ce qui permet de maintenir le lien avec l'Occident tout en discréditant les supérieurs hiérarchiques directs. De surcroît, l'organisation revendique la pratique de « la démocratie interne ». L'utilisation récurrente de ce gadget managérial tend à faire grimper les tensions, et ce d'autant plus que cette appellation inattaquable ne peut avoir, en toute logique, de retranscription dans une entreprise de ce type. L'ADR a d'ailleurs décidé récemment d'abandonner ces techniques de gestion des rapports sociaux.

Conclusion

Dans l'ONG abordée, nombre d'acteurs cherchent avant tout à s'aménager une position sociale digne dans une situation générale difficile, voire déplorable. La crise globale qui touche la Roumanie engendre des craintes de ne pouvoir subvenir à ses besoins et des peurs de déclassement. À cela, il faut ajouter les représentations des *managers* concernant les incompréhensions de la population vis-à-vis de ce projet. Dans ces conditions, on s'aperçoit que l'activité de démocratisation n'est pas autocentrée, mais relève d'une adoption de comportements étrangers. Cette norme, comme les standards internationaux en général, placent la Roumanie dans une position d'assujettissement, et c'est de cette position que les membres de l'ONG tentent de se départir. C'est pourquoi la démocratie s'apparente plus à une recherche de réhabilitation identitaire, de dépassement et de négation de soi, qu'à une résolution de problèmes politiques internes. C'est bien là un des paradoxes des politiques de démocratisation : sous prétexte d'apporter généreusement les lumières, le progrès et la moralité, elles créent une hiérarchisation internationale et la stigmatisation de nombreux pays. La conséquence de cette domination est forte. On s'aperçoit qu'au nom de la démocratisation la question de la souveraineté populaire est éludée tout comme celle du citoyen qui reste abstrait ou incapable de faire preuve de maturité citoyenne pour cause de pathologie communiste. Sans aller jusqu'à soutenir qu'il existerait un idéal parfait de la démocratie, il apparaît

clairement que certains de ses principes axiomatiques sont occultés aujourd'hui.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BADIE B.**, 1999. *Un monde sans souveraineté. Les États entre ruse et responsabilité*. Paris, Fayard.
- BECKER H.**, 1985. *Outsiders. Étude de sociologie de la déviance*. Paris, Éditions Métailié.
- COURTOIS S.** (dir.), 1997. *Le livre noir du communisme. Crimes, terreurs, répression*. Paris, Laffont.
- EHRENBERG A.**, 1991. *Le culte de la performance*. Paris, Calmann-Lévy.
- EHRENBERG A.**, 2000. *La fatigue d'être soi. Dépression et société*. Paris, Odile Jacob.
- FDSO** (Fondation pour une société ouverte – Soros), 2005. *Barometrul de opinie publică [Le baromètre de l'opinion publique]*. Bucarest.
- GAVRILESCU A.**, 2006. *Noii percupeți. Intelectualii publici din România după 1989 [Les nouveaux marchands. Les intellectuels publics de Roumanie après 1989]*. Bucarest, Compania.
- GUILHOT N.**, 2005. *The Democracy Makers. Human Rights and International Order*. New-York, Columbia University Press.
- HEEMERYCK A.**, 2006. « Gouvernance démocratique, État et ONG en Roumanie : quelques éléments de clarification autour de l'introduction d'une loi de transparence », *L'Homme et la société*, 159 (janvier-mars) : 175-190. Paris, L'Harmattan.
- HEEMERYCK A.** 2010. *L'importation démocratique en Roumanie. Une perspective anthropologique sur la construction d'une société post-dictatoriale*. Paris, L'Harmattan.
- HOURS B., SELIM M.**, 2010. *Anthropologie politique de la globalisation*. Paris, L'Harmattan.

Résumé

Cet article s'attache à mettre en lumière les transformations induites par la démocratisation en Roumanie. Notre terrain de réflexion est une importante ONG qui œuvre dans ce domaine depuis le début des années 1990. Après avoir présenté l'organisation, on abordera trois catégories d'acteurs sociaux : le président de l'ONG, les *managers* et les volontaires. On percevra de cette façon les conséquences de l'internalisation de la démocratisation à trois niveaux hiérarchiques différents et les logiques sociales globales auxquelles elles se heurtent.

Mots-clefs : Roumanie, ONG, démocratisation.

Summary

Democratisation from the Inside: The Example of a Romanian NGO
This article sets out to highlight the transformations brought about by democratization in Romania. Our focus is on an important NGO which has operated in that domain since the beginning of the 1990s. After presenting the organisation, we will deal with three categories of social actors: first the President of the NGO, then managers and finally volunteers. This development will enable us to perceive the consequences of the internalisation of democratisation at three different hierarchical levels and the global social logics which they come up against.

Key-words: Romania, NGO, democratisation.

* * *